

Questions orales

de juillet, leur chiffre était de 269. Cela représente une faible proportion de notre programme d'immigration.

Le programme a été conçu pour attirer au Canada des investisseurs très avertis. D'autres pays s'y intéressent. Le programme connaît des difficultés de croissance. Certains problèmes se posent. Nous avons pris plusieurs mesures pour essayer d'y remédier.

* * *

[Français]

LES INDUSTRIES CANADIENNES

M. Jim Peterson (Willowdale): Monsieur le Président, ce gouvernement accorde la vente de Connaught aux étrangers. Ma question s'adresse au premier ministre.

Peut-il nous assurer maintenant qu'aucune autre de nos sociétés d'appoint ne sera vendue aux étrangers? Quelles sont les industries canadiennes qu'il n'est pas prêt à sacrifier?

• (1500)

[Traduction]

L'hon. Harvie Andre (ministre de l'Expansion industrielle régionale et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, depuis 1984, notre gouvernement respecte un programme économique qui préconise l'austérité financière, la déréglementation et la privatisation pour faire savoir au monde entier que nous sommes prêts à accueillir à bras ouverts les investisseurs. Grâce à notre politique économique, nous avons enregistré un taux de croissance à peine inférieur au taux le plus élevé, celui du Japon, et nous avons reçu des félicitations de la part de l'OCDE qui estime que notre politique est tout indiquée, qu'il s'agit de la meilleure décision que nous pouvions prendre. S'inscrit dans ce contexte la politique d'Investissement Canada, selon laquelle nous approuvons les investissements qui sont véritablement favorables au Canada.

Les investissements sur lesquels porte le jugement rendu ce matin sont véritablement favorables au Canada. C'est pourquoi nous les avons approuvés. Et nous continuerons de prendre des décisions qui sont favorables à notre pays.

[Français]

M. Peterson: Monsieur le Président, avec cette réponse, le ministre a dit à notre communauté de haute technologie, aux jeunes Canadiens, de manger de la brioche!

[Traduction]

Depuis que le gouvernement a autorisé la vente de Connaught, monsieur le Président, les Canadiens savent que le Canada est à vendre.

Le premier ministre sait pertinemment que par suite de l'Accord de libre-échange, des Américains peuvent maintenant se porter acquéreurs de n'importe quelle de nos entreprises de technologie de pointe. Va-t-il soutenir que sa politique vise vraiment à assurer l'avenir économique du Canada, alors que le contrôle de nos principaux secteurs est entre les mains des étrangers?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Si je prends la liberté de répondre, monsieur le Président, c'est que cette question a une très vaste portée et met en cause la politique du Cabinet. Pour cette raison mon collègue le ministre m'autorisera à y répondre au nom du gouvernement.

Le premier ministre de l'Ontario et le ministre ontarien de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie se trouvaient à Paris au début de cette année. Ils y ont dit publiquement que l'Accord de libre-échange multiplierait les perspectives économiques pour l'Ontario et le reste du Canada, et que l'Ontario était en mesure d'en profiter au tout premier chef. Ils avaient raison de tenir de tels propos. Je crois que ce que disait le premier ministre de l'Ontario était la pure vérité.

M. Peterson: Il trouve que c'est une honte.

M. Mulroney: Le député déclare que le premier ministre de l'Ontario trouve que c'est une honte. Je lui répondrai que si le premier ministre de l'Ontario pense vraiment que c'est une honte, ce n'est pas ce qu'il disait à Paris. À ce moment-là, il trouvait que c'était une excellente affaire pour l'Ontario.

M. Peterson: Il ne le pense plus.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: De toute évidence, monsieur le Président, deux écoles de pensée politique divergentes s'affrontent. La première favorise le secteur privé, fait appel aux investissements, y compris les investissements étrangers, et se plie aux exigences de la réalité commerciale, tout en reconnaissant au gouvernement un rôle de premier plan. La seconde adopte une attitude protectionniste, timide, et timorée, qui voudrait nous ramener aux années 30 et ériger une muraille de Chine autour du Canada. Voilà la vision libérale du Canada. Nous songeons quant à nous à construire un pays confiant et moderne qui aura sa place dans le XXI^e siècle. C'est cela que nous défendons.

Des voix: Bravo!

M. Peterson: Vendez-le donc!

M. le Président: Je tiens à faire savoir aux députés que la période des questions est maintenant terminée. Nous passons au dépôt de documents.